

Relations industrielles Industrial Relations



Classes sociales et pouvoir politique en Amérique Latine, sous la direction de Alain Touraine, numéro spécial de Sociologie du Travail, no 3, juillet-septembre 1967, pp. 227-361, Éditions du Seuil, Paris.

André Petit

Volume 23, numéro 1, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027880ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027880ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Petit, A. (1968). Compte rendu de [*Classes sociales et pouvoir politique en Amérique Latine*, sous la direction de Alain Touraine, numéro spécial de Sociologie du Travail, no 3, juillet-septembre 1967, pp. 227-361, Éditions du Seuil, Paris.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 23(1), 181-181. <https://doi.org/10.7202/027880ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1968

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La seconde partie de l'ouvrage est moins déroutante quoiqu'elle joue encore sur des notions très floues qui chevauchent et s'entrecroisent. Ainsi, la limite entre les responsabilités individuelles et professionnelles du dirigeant ne nous est pas encore définie et les explications qui devraient nous permettre d'approcher une définition valable sont fondées sur d'autres variables toutes aussi indéterminées et indéterminantes que l'équité, le « fair play », le « trusteeship ». Cependant, l'honnêteté de l'auteur est grande quand il pose tous les problèmes qui concernent l'appréciation d'une information complète et valable, ceux qui concernent la censure et les actions en justice sur l'abus de confiance. Il en vient à reconnaître presque le vice de forme par trop évident qui fait des juges et des témoins les accusés eux-mêmes.

L'ouvrage a des mérites évidents par les études de droit comparé, il demeure inaccessible à ceux qui n'ont une connaissance que parcellaire des pratiques comptables et administratives.

L.-René PARENTEAU

Classes sociales et pouvoir politique en Amérique Latine, sous la direction de Alain Touraine, numéro spécial de *Sociologie du Travail*, no 3, juillet-septembre 1967, pp. 227-361, Editions du Seuil, Paris.

La sociologie du développement étudie la manière dont au sein des sociétés non encore industrielles peuvent apparaître des références à la civilisation industrielle.

L'Amérique Latine constitue, semble-t-il, un défi sérieux pour tous ceux qui veulent l'analyser car les types de rapports sociaux qui s'instaurent dans ces pays échappent à l'analyse traditionnelle.

Posant le problème de la spécificité du fait politique en Amérique Latine les auteurs de ce numéro spécial tentent de reprendre les problèmes à la base: ils veulent essayer de déterminer quels sont les acteurs sociaux qui font l'histoire et quelles sont les relations qui se nouent entre classes sociales et pouvoir politique.

L'enjeu de la recherche, tel qu'expliqué par Alain Touraine, est de montrer que peuvent s'élaborer chez les ouvriers latino-américains des références indirectes ou directes au développement, qui peuvent contribuer à définir le sens de celui-ci.

Le numéro lui-même nous présente cinq articles différents. Le premier d'Alain

Touraine et de Daniel Pécaut constitue, en quelque sorte, une présentation et une légitimation du mode d'analyse utilisé.

Le second article est de Fernando-Henrique Cardoso et le troisième de José Nun. Ces auteurs nous présentent respectivement une analyse socio-historique de la formation et du rôle actuel des entrepreneurs et des militaires.

L'auteur du quatrième article, Claudio Ary Dillon Soares, directeur de l'école latino-américaine de sociologie (Santiago, Chili) analyse les relations entre la structure socio-économique et le système politique. Il montre l'impossibilité de tout raisonnement à partir du XIX^e siècle européen: la « nouvelle industrialisation » n'aboutit pas à la dichotomie capitalistes-ouvriers, mais à l'opposition classes moyennes-chômeurs et sans-emploi.

Le dernier article enfin, de François Bourricaud, auteur de « **Pouvoir et société dans le Pérou contemporain** » s'attarde sur l'analyse d'un cas particulier celui du Pérou.

L'ensemble constitue donc une analyse originale, bien dans la tradition de qualité que possède la revue **Sociologie du Travail**.

André PETIT

Les cadres et l'entreprise, Maurice Monteil, Guillon et Gaulon, Institut des sciences sociales du travail, Université de Paris, 1967, 387 pages.

Parmi les phénomènes sociaux contemporains, il en est un qui retient particulièrement l'attention: celui de l'importance croissante des cadres dans la vie économique et sociale.

Ce phénomène, il est vrai, s'inscrit dans l'évolution plus générale des structures socio-professionnelles des sociétés industrielles. Ainsi les emplois « non-manuels » tendent à réduire en valeur absolue et en valeur relative l'importance de la main-d'œuvre ouvrière dans la population active. Si les Etats-Unis ont été le premier pays au monde où, en 1957, les manuels (« Blue-collar workers ») ont cessé d'être la catégorie d'emploi dominante, en France, l'évolution de la structure professionnelle s'oriente dans le même sens et déjà dans certaines industries de « pointe », la proportion de « non-manuels », notamment techniciens, ingénieurs et cadres, est plus forte que celle des ouvriers.

Si, depuis quelques années, l'on s'interroge à la fois sur le contenu et la signification